

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

Progrès technique et progrès social

Deux réunions syndicales européennes viennent de siéger, fin mai, l'une à Copenhague, l'autre à Paris. La première était le congrès de la Fédération européenne des ouvriers de la métallurgie. Il a discuté longuement de « l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire ». Force nous est de reconnaître qu'à l'exception des Hollandais, les délégations se sont montrées favorables à la construction de centrales nucléaires « indispensables à la croissance, donc à l'emploi ». Inutile de dire que cet argument, que les faits ne corroborent pas, n'emporte pas notre adhésion. La discussion reste ouverte chez nous sur cette question (on en verra plus loin quelques traits). Mais nous pensons que le cheval qu'ils enfourchent — le cheval « nucléaire » en quelque sorte — ne les mènera pas loin, pas même jusqu'à demain, certainement pas jusqu'à après-demain. Ce que nous voulons mettre en évidence, c'est que ce congrès européen a revendiqué **la semaine de trente-cinq heures** que nous croyons plus efficace, à la fois pour lutter contre le chômage et pour aller avec le progrès technique et social.

A Paris, à la même date, a tenu séance la Commission syndicale « consultative » auprès de l'O.C.D.E. (Organisation de Coopération et de Développement Economique). Les leaders syndicaux des pays industrialisés s'y sont rencontrés et, notamment, pour la France, les camarades Antoine Laval, de FO et Jacques Chérèque, pour la CFDT. Ils se sont évidemment préoccupés du nombre des chômeurs dans l'ensemble des pays représentés, nombre qui pourrait atteindre vingt-trois millions à la fin de cette année. Pour retrouver le plein-emploi, ils ne semblent pas avoir pensé ce jour-là aux centrales nucléaires, mais ils ont préconisé **la réduction de la durée du travail de 10 % dans un proche avenir et la création d'emplois dans les services publics.**

Les deux revendications sont à retenir et à lancer et relancer dans les pattes des patrons et des gouvernants qui les repoussent avec horreur. Nous savons pourquoi : chaque heure de travail en moins menace le profit des maîtres capitalistes, avant que les plus gros ne s'y soient adaptés. En France, ces messieurs du R.P.R. achoppent sur leur contradiction : ils prétendent vouloir réduire le chômage, mais, en même temps, ils demandent la suppression d'emplois dans les services publics, **autrement dit : commencer par accroître** le chômage. C'est assez pour augurer ce qu'ils feraient s'ils conquéraient jamais le pouvoir.

DANS CE NUMERO :

- **CRISE OU NORMALISATION**
par G. GUILLORE
- **MUNICH**
par G. LAMIZET
- **LE DIFFÉREND**
MÉDECINS - SÉCURITÉ SOCIALE
par J. HERVE
- **SYNDICALISME ET LIBERTÉ**
par J. MOREAU
- **HENRI POULAILLE**
par R. HAGNAUER
- **LETTRE D'AMÉRIQUE**
par P. AUBERY

Mais revenons à cette réduction de 10 % de la durée du travail. Entraînera-t-elle une augmentation correspondante des emplois ? On sait que nos adversaires prétendent que non. Certains même, dont M. Barre, vont jusqu'à dire que la réduction du temps de travail augmentera le chômage « parce qu'elle affaiblira l'économie » ! On va jusqu'à ressortir l'expérience du Front Populaire, prétendue négative pour l'emploi. Nous avons discuté et contesté ici les chiffres donnés à l'appui. Nous recommencerons si c'est nécessaire. Mais le Front Populaire n'a duré que ce que durent les roses (les travailleurs en ont conservé quelques-unes, même fanées). L'application effective de la loi de quarante heures ne lui a pas survécu. On ne peut tirer de conclusions que de sa non-application.

Si, pour accomplir une tâche déterminée avec moins d'heures de travail, on n'avait pas besoin d'une main-d'œuvre supplémentaire, il faudrait admettre que la productivité de chaque ouvrier, c'est-à-dire son exploitation, a augmenté. Ou bien le patronat devrait reconnaître que la productivité s'accroît quand la durée du travail diminue, en même temps que diminuent la fatigue industrielle et l'absentéisme. Prenons l'exemple d'une équipe de sept ouvriers, travaillant 40 heures par semaine, accomplissant une tâche bien définie en quantité et en qualité. Cette production demande donc 280 heures de travail. Si chaque ouvrier ne travaille plus que 45 heures par semaine, il en faudra huit pour la même production. Nous voudrions qu'on nous explique pourquoi, dans le cas considéré, il n'en serait pas ainsi, bien que nous sachions que d'autres situations industrielles pourront échapper à cette déduction mathématique.

En France actuellement, la négociation a recommencé avec ceux qu'on appelle « les partenaires

sociaux » sur la base d'un rapport d'un haut technocrate, M. Giraudet. Ses propositions constituent un certain progrès si on les compare à celles que le patronat faisait (ou plutôt ne faisait pas, en janvier dernier). Le progrès est mince pour la durée hebdomadaire du travail : temps normal, 40 heures ; 39 heures pour « certains travaux particulièrement contraignants » (mal définis). Ce qui est « positif », pour employer le langage à la mode, ce sont les quarante heures de repos supplémentaire dans l'année, pouvant se traduire par une semaine de congé supplémentaire ou par une réduction de la durée hebdomadaire du travail.

Au cours de l'entrevue de la CFDT avec le président de la République, M. Giscard d'Estaing, a déclaré qu'il fallait freiner la revendication des trente-cinq heures parce que la prévision démographique pour 1985 est défavorable. Il voulait sans doute dire par là que, dans 5 ans, la population active ne serait pas assez nombreuse pour, en travaillant trente-cinq heures, maintenir la production et le pouvoir d'achat. Même si on lui accordait cette prévision démographique, il y a quelque chose qui manque dans la pensée de cet énarque parmi les énarques : dans cinq ans, l'électronique appliquée à l'industrie aura suffisamment progressé pour que la production actuelle soit dépassée. Le président sera démenti avant cinq ans, si toutefois la majorité du peuple français l'a réembauché l'année prochaine.

Mais les syndicats et, avec eux, l'ensemble des salariés de l'industrie, du commerce et de l'organisation, doivent au contraire accélérer l'action. C'est pour leur bien-être, et pour celui de tout le monde qu'ils agissent pour qu'en 1985, l'objectif soit atteint : **la semaine de cinq jours de sept heures de travail.**

LETTRE D'AMÉRIQUE

Richard Barnett, à qui nous devons une importante étude sur le développement et les méfaits des sociétés multinationales, dont nous avons parlé ici même naguère, vient de se pencher sur le problème de la dilapidation des ressources du globe par la civilisation industrielle actuelle. Au cours des trente-cinq dernières années plus de pétrole et de minerais divers ont été extraits du sol et consommés que dans toute l'histoire de l'humanité depuis ses origines. Les Etats-Unis, qui ne comptent que 6 % de la population mondiale, ont absorbé à eux seuls 40 % de ces ressources non renouvelables.

Richard Barnett montre, avec beaucoup de précision, comment le système capitaliste, uniquement guidé par la recherche du profit maximum dans les plus brefs délais, a gaspillé de façon imprévoyante et irresponsable les précieuses ressources sur lesquelles repose le maintien de la vie — et en particulier de la vie humaine — sur la planète Terre. Ces ressources vitales se manifestent sous cinq formes principales : 1) la nourriture qui avec 2) l'eau, permet la transformation de l'énergie solaire en 3) énergie humaine par l'intermédiaire de l'agriculture, 4) l'énergie non humaine, produite par les combustibles 5) les minéraux non combustibles.

Le contrôle que les compagnies pétrolières exer-

cent sur plus de la moitié des ressources énergétiques du globe nous mène inévitablement à de graves pénuries d'ici la fin du siècle. Car ces sociétés multinationales, à qui l'on a imprudemment laissé la responsabilité d'assurer l'exploitation et le développement des sources d'énergie, ne sont ni des services publics ni des organismes humanitaires, elles n'ont ni nationalité ni allégeance politique, mais elles sont conçues et dirigées de manière à produire et à accumuler des profits. Or, elles atteignent beaucoup plus facilement et beaucoup mieux leurs fins en manipulant le marché, en gonflant leurs stocks et en retardant leurs livraisons qu'en investissant les sommes nécessaires dans les recherches et les réalisations qui devraient permettre de se passer des sources d'énergie non renouvelables — y compris l'énergie atomique — d'ici une cinquantaine d'années.

Barnett plaide éloquemment pour la prise en main par la collectivité du contrôle de son avenir énergétique. Cela supposerait que le gouvernement (les gouvernements ?) se substituent aux compagnies pétrolières privées dans la plupart des fonctions qu'elles assument : importation, recherche, développement d'alternatives aux combustibles fossiles, raffinage, distribution, etc. Barnett affirme également qu'il serait possible de faire des économies consi-

dérables d'énergie, sans diminuer le niveau de vie actuel, si certaines mesures étaient prises, si notamment on renonçait au gigantisme, aux méthodes de production industrielles à grande échelle qui demandent d'énormes investissements et sont grosses consommatrices d'énergie, pour revenir à des entreprises de taille plus modeste, plus décentralisées qui finalement s'avèreraient plus économiques et plus productives. A ce propos il indique que, grâce à la technologie moderne, au téléphone et à l'ordinateur, une proportion importante de la main-d'œuvre employée pourrait effectuer son travail à la maison, sans avoir à gâcher plusieurs heures par jour, et des tonnes de carburant, pour se rendre dans d'immenses et coûteux locaux qu'il faut chauffer et éclairer à grands frais.

Mais c'est peut-être encore dans le domaine de la production et de la répartition de la nourriture que les progrès les plus spectaculaires pourraient être réalisés. Si un débat, faisant l'objet d'une vaste publicité, mettant à la disposition de tous une documentation objective, s'instaurait sur la question de la faim dans le monde, on ne tarderait pas à s'apercevoir que des solutions rationnelles existent à ce problème, solutions qu'il ne serait peut-être pas trop difficile de mettre en œuvre si l'opinion se mobilisait pour qu'elles soient prises en considération. A cet égard, voilà, selon Barnett, quels sont les faits essentiels : tous les jours le monde produit deux livres de grain pour chacun des êtres humains qui s'y trouvent. Ces deux livres de grain suffisent pour fournir 3.000 calories pour chaque personne, sans tenir compte de toute la viande, du poisson et des légumes ainsi que des fruits qui s'y ajoutent. Il suffit de 2.700 calories par jour pour bien nourrir un adulte actif et renouveler sa force de travail. Donc si les gens manquent de nourriture ce n'est pas tant à cause d'une production insuffisante que d'un système de distribution dominé par des compagnies privées soucieuses de leur seul profit et nullement du bien-être des masses déshéritées et sous-alimentées. L'industrialisation de l'agriculture, qui exige des investissements et des capitaux considérables, a eu pour résultat qu'un nombre croissant de pays qui produisaient naguère suffisamment pour leur propre subsistance, doivent désormais importer une proportion croissante de leur nourriture, les terres fertiles étant accaparées par l'agriculture industrielle travaillant pour l'exportation et cela aux dépens des cultures vivrières. Or, une alimentation insuffisante ou de graves carences alimentaires, que la spéculation sur les produits agricoles et en particulier sur les grains rend inévitable dans la plupart des pays du tiers-monde, frappent d'abord les enfants. Dans ces pays, où la publicité intense des multinationales encourage la substitution de farines au lait maternel, la mauvaise qualité de l'eau entraîne la multiplication des cas d'infection de dysenterie et de déshydratation. La mortalité infantile y reste très élevée et ceux des enfants qui ne meurent pas sont souvent déficients pour la vie à cause des dommages subis par leur système nerveux supérieur et leur organisme tout entier. Ainsi se perpétue la pauvreté parmi les gens qui n'ont ni la force ni les moyens d'agir sur les structures qui conditionnent leur existence.

Le contrôle exercé par les grandes compagnies mi-

nières et pétrolières sur les affaires du monde est bien connu. On sait que le gouvernement français notamment s'est fait le mercenaire de ces intérêts en organisant la résistance armée à des soulèvements populaires contre le régime corrompu de Mobutu au Congo et qu'il s'empresse de répondre aux appels de ceux qui veulent résister aux revendications des populations exploitées et opprimées d'Afrique. A notre honte la France joue le rôle de gendarme de la Sainte Alliance Impérialiste et Capitaliste avec 14.000 hommes et quatre bases sur ce continent où les Américains et les Soviétiques se gardent bien d'intervenir directement. Les intérêts que les troupes françaises défendent en Afrique ne sont pas seulement ceux des compagnies pétrolières et des exploitations minières. Ce qu'on sait moins c'est que cinq compagnies, cinq familles disent certains, contrôlent et monopolisent le commerce mondial des céréales et des farines, orchestrant ainsi, pour la sauvegarde de leurs profits, le flux et le reflux de la faim dans le monde. Richard Barnett donne les noms de ces géants de la spéculation sur les grains. Ce sont les Fribourg de Arlon en Belgique, maintenant installés à New York, les Louis-Dreyfus de Paris, les Bunge d'Anvers, les André de Nyon en Suisse et surtout les Cargill du Wisconsin qui dominent tous leurs confrères.

La faim dans le monde pourrait disparaître si, au lieu de laisser le soin à la spéculation de décider qui produira quoi et où, ainsi que de la répartition des denrées alimentaires aux seuls clients solvables, une agence mondiale aidait les affamés eux-mêmes à produire les denrées nécessaires à leur alimentation rationnelle, en encourageant les cultures vivrières selon les méthodes traditionnelles sur de petites parcelles. Un exemple frappant de l'absurdité et de la nocivité pour les populations de l'agriculture industrielle, grosse consommatrice d'énergie non renouvelable et tournée vers l'exportation, est fourni par le Brésil. Des terres, utilisées naguère pour récolter des haricots, riches en protéines, base de l'alimentation des pauvres dans ce pays, ont été plantées en soja qui sert à l'alimentation du bétail. Or, on sait qu'avec ce qui est nécessaire pour produire une livre de viande on pourrait nourrir convenablement une demi-douzaine de personnes. De plus le Brésil doit désormais importer des haricots et légumes secs à grands frais, ce qui fait que ceux-ci sont désormais trop coûteux pour que les pauvres puissent en acheter. On sait aussi que les ouvriers des riches plantations de café du Guatemala reçoivent une nourriture très insuffisante, que les carences alimentaires sont endémiques sur ces terres parmi les plus fertiles au monde.

Pierre AUBERY.

Sous peine de ruptures inéluctables, l'économie humaine doit se brancher sur l'énergie solaire, réduire ses gaspillages et ses pollutions, recycler ses déchets, renoncer aux concentrations destructives, abandonner ses techniques dures pour des techniques douces, diversifier ses monocultures régionales, conserver la variété des êtres vivants au lieu de les exterminer, bref s'adapter à la complexité et au rythme des cycles naturels.

Brice Lalonde et Dominique Simonet (Quand vous voudrez)

MUNICH (suite)

La mode est aux lâchetés de pensée, ces temps-ci.

Alain (16 novembre 1916)

J'ai essayé de montrer que ceux qui approuvèrent le gouvernement français d'avoir négocié avec Hitler en septembre 1938 n'étaient pas forcément des « cons » (selon le mot de Daladier à la vue de la foule venue l'acclamer à son retour de Munich) ou des lâches. Et faire dans les circonstances présentes, à contre-courant, l'apologie de Munich, c'est à mon avis rester fidèle à l'une des inspirations de la RP, c'est tenir un langage semblable à celui qu'on y tint entre les deux guerres mondiales.

Cet esprit de Munich, où l'on n'a pas cessé de flétrir depuis ce temps, à gauche comme à droite, un esprit de capitulation, avait consisté, de la part des gouvernements de Londres et de Paris, à « persévérer dans la voie des négociations sans se laisser décourager par les difficultés renaissantes », à essayer avec obstination de faire la paix « avant la guerre plutôt qu'après la guerre », ainsi que le demandaient en France le syndicat des instituteurs et le syndicat des postiers. Le Munichois Alain avait justifié par avance une telle politique, à la Noël de 1935, tandis que Mussolini s'emparait de l'Ethiopie, tout comme l'Union Soviétique a entrepris à présent d'établir son protectorat sur l'Afghanistan :

« Je comprends qu'on recule, avait-il écrit, je comprends que l'on préfère la négociation à l'action, même sans espoir, et que l'on gagne un jour après l'autre. Et c'est peut-être ce qu'il y a de plus difficile au monde de s'opposer à la guerre sans faire la guerre. Un tel effort paraîtra toujours gauche, maladroit, hésitant ; et moi-même en ce moment j'ai l'air de faire l'éloge des gouvernements sans honneur. J'avoue que je crains ceux qui ont de l'honneur et que je crains même mon propre honneur » (1).

Si l'esprit de négociation ne put empêcher la seconde guerre mondiale, il aurait pu empêcher la guerre d'Indochine, la guerre d'Algérie. Mais, à partir de cette seconde guerre mondiale, la politique française fut en Extrême-Orient et au nord de l'Afrique une politique de force, sauf pendant la brève période où Mendès eut le temps de mettre un terme à la guerre d'Indochine, et jusqu'à ce que de Gaulle en finisse, non sans peine, avec celle

(1) Une erreur avait rendu inintelligible, dans l'impression du précédent article sur la crise de 1938, la phrase rappelant qu'Alain était opposé à l'idée de toute guerre, même défensive, mais que, néanmoins, « la plupart des citoyens français étant d'une autre opinion, comme ils sont encore, il fallait, selon lui, accepter d'avance, si la république entrait en guerre, de faire ce devoir de citoyen qu'est le devoir militaire ».

Non moins intégralement pacifiste que les pacifistes intégraux, ce républicain entendait, par une telle attitude, l'être plus efficacement, car leurs quelques refus ne peuvent rien : « La précaution la plus efficace, écrivait-il, serait d'affirmer à la fois la résolution d'obéir et celle de critiquer, d'examiner, de mettre toute la guerre au plein jour. »

Une autre erreur avait changé, dans le même article, le nom de notre Simone Weil, ancienne élève d'Alain, en celui de la présidente de l'Assemblée de Strasbourg, Mme Simone Veil.

d'Algérie, puis s'évertue à faire prévaloir, en Europe et en Asie aussi bien qu'en Afrique, à l'égard de la Chine comme à l'égard de l'URSS, une politique de paix (2).

Dans ces entreprises guerrières, lourde fut la responsabilité de ceux qui dirigeaient alors le parti socialiste et (c'est le moment de le rappeler) de celui qui en est aujourd'hui le premier secrétaire. Son passé autorise mal François Mitterrand à reprocher au gouvernement de Moscou d'envoyer des soldats russes réprimer la rébellion afghane. Il risquerait de se l'entendre dire, quand on élira le président de la République, s'il était une fois de plus candidat et nos camarades socialistes feraient bien d'y prendre garde.

Les gens au pouvoir à Paris, qui n'avaient pas su éviter la guerre en Algérie, furent incapables d'y mettre fin. Et il y eut bien peu de résistance, dans l'opinion publique, à leur politique. Il n'y eut guère de protestations contre l'équipée de Suez. Nasser, disait-on, c'est Hitler. Au moment du quarantième anniversaire des accords de 1938, Poirot-Delpech, après avoir rappelé dans *le Monde* comment le mot munichois veut dire depuis lors « aveugle et pleutre », a pu écrire que « la peur des politiciens français d'encourir l'épithète infâme explique en partie l'expédition de Suez, de bravache mémoire ». En Angleterre, Anthony Eden dut quitter le pouvoir après l'échec de cette expédition ; en France, Guy Mollet y resta. Lui a-t-on jamais demandé des comptes ? (3).

La guerre que les Français firent aux Algériens (et en cette occasion-là aux Egyptiens), la guerre qu'ils avaient faite en Indochine, et qu'y poursuivirent les Américains, étaient des guerres locales. Mais il y a en Asie, aux environs des puits de pétrole, les risques d'une guerre mondiale. On ne manque pas de nous rappeler, à ce propos, de divers côtés, ce que depuis quarante ans il est convenu d'appeler la honte de Munich. Ne nous laissons pas intimider.

En Palestine, le danger est né de cette « entreprise funeste » (selon l'expression d'un ami de Louzon et de la RP, Robert Debré) qu'a été l'entre-

(2) Disons les choses comme elles sont ; l'antimunichois de Gaulle (et l'on ne peut guère reprocher à un général d'avoir été antimunichois) aurait des titres à l'estime des pacifistes que n'ont pas eus les Mollet et les Mitterrand : la reconnaissance du droit des Algériens à l'autodétermination ; la proclamation unilatérale d'une trêve à un moment de la guerre avec eux ; les accords d'Evian ; la décolonisation ; le statut des objecteurs de conscience ; la fin d'une longue et dangereuse inféodation aux Etats-Unis ; la réconciliation franco-arabe ; la réconciliation franco-allemande ; la détente ; la sortie de l'OTAN.

(3) Dernière révélation sur cette glorieuse époque : plusieurs officiers, ayant refusé en Algérie les consignes pour obtenir des aveux par tous les moyens (on sait lesquels), « avaient été embarqués pour la métropole sur ordre de Guy Mollet ». (*Le Figaro Magazine* du 1^{er} mars 1980.)

prise sioniste, la création dans ce pays d'un Etat national par des colons juifs. Nous n'avons pas cessé, à la RP, d'être divisés sur cette question. Du moins avons-nous pu être d'accord, me semble-t-il, pour approuver en 1977 la visite de Sadate à Jérusalem. Dans *le Monde*, Claude Bourdet dénonça là un Munich du Proche-Orient, accusant le président égyptien de faire une paix séparée, alors que dans l'intention de celui-ci l'ouverture de négociations devait conduire à une paix générale entre Israël et les Arabes. Négociateur n'est pas capituler. En 1978, à Camp-David, furent reconnus d'une part le droit des Israéliens à la sécurité de leur Etat, d'autre part « les droits légitimes du peuple palestinien », selon la formule à laquelle le gouvernement israélien souscrivait enfin. En trente ans, les Israéliens avaient été deux fois attaqués et avaient dans l'intervalle attaqué deux fois. Une chance était offerte pour que la paix soit faite « avant plutôt qu'après » la cinquième guerre de Palestine, dont on ne peut être sûr qu'elle ne se transformerait pas en une troisième guerre mondiale.

Quoi qu'il pût advenir, la coïncidence de cette conclusion des accords de Camp-David avec le quarantième anniversaire de ceux de Munich me parut l'occasion de rappeler, dans la « tribune libre » du *Monde*, l'anathème de Claude Bourdet, et de demander que soit rouvert le dossier des munichoïses. Il y avait lieu d'examiner, disais-je, si l'on ne pouvait répondre oui à une question que je formulais ainsi :

« Faut-il toujours s'efforcer de négocier avec l'adversaire, quel qu'il soit : hier, en Europe, Hitler ; aujourd'hui Begin, au Proche-Orient, pour les Arabes ; demain, pour Israël, l'OLP ? ».

L'article fut refusé par le rédacteur en chef, André Fontaine, lui aussi antimunichoïse, et qui reprochait, lui aussi, à Sadate de faire la paix avec Israël sur le dos des Palestiniens. Une discussion peut avoir lieu dans *le Monde* sur beaucoup de sujets, mais non sur tous. Si ce journal est irremplaçable pour ses informations, sa tribune libre n'est libre que d'une liberté surveillée.

C'était à la fin de 1978. Une chronique pacifiste — une chronique munichoïse — aurait pu dès lors être tenue. Au début de l'année dernière, les partisans de la manière forte, quel que soit leur bord, dénonçaient d'autres capitulations que celle dont Claude Bourdet et André Fontaine jugeaient coupable le munichoïse Sadate. Après l'entrée des troupes vietnamiennes au Cambodge, le maoïste Alain Badiou écrivait dans *le Monde* : « L'acquiescement, ou même la seule protestation réticente, devant cet acte de militarisme franc et ouvert, reproduirait la logique munichoïse, qui croit différer le péril sur soi en trahissant les autres, Autrichiens ou Tchèques hier, Khmers aujourd'hui. » Dès le commencement de la révolte du peuple iranien chassant le despote que les Etats-Unis avaient mis autrefois au pouvoir, Raymond Aron déplorait, dans *l'Express*, cette « sérénité des autruches » conservée à ses yeux, devant les périls, par les dirigeants des Etats occidentaux, et demandait sarcastiquement : « Le temps est-il venu de réhabiliter Neville Chamberlain ? » Et le 24 février 1979, en une bonne place du journal qu'on lit dans mon village, *Nice-*

Matin, Pierre et Renée Gosset s'en prenaient plus particulièrement à Carter, l'anti-Kissinger : « Ce que leur président appelle aujourd'hui, en pliant sous la cascade d'humiliations qui accablent les Etats-Unis, reconnaître les nouvelles réalités du monde, se met à évoquer fâcheusement la veulerie, prélude de catastrophes, de l'époque de l'Anschluss, des Sudètes, de Munich, de Chamberlain et de Daladier. »

A suivre : les Etats-Unis allaient subir de plus graves avanies ; la volonté de paix nouvellement manifestée par leur président, après le désastre du Vietnam, allait être mise à de plus rudes épreuves ; on allait pouvoir en de plus périlleuses circonstances faire grief aux gouvernements occidentaux de résister aux « tentations de la force » selon l'expression employée par Alain en septembre 1938, et de rompre l'alignement devant l'ennemi commun. Nous devons nous demander, dans la RP, si les raisons qu'en de telles occasions il y a pour certains d'être antimunichoïses aujourd'hui ne sont pas pour nous des raisons d'être munichoïses.

Georges LAMIZET.

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS D'AVRIL 1980

RECETTES

Abonnements ordinaires	2.341,50	
Abonnements de soutien	2.141,97	4.483,47
Souscription		1.780
Repas 55 ^e anniversaire		2.592
Total des recettes		8.855,47
En caisse au 1-4-80		4.281,41
		13.136,88

DEPENSES

Téléphone		154
Périodiques		593,40
Ed. Polyglottes (acompte sur facture 1 ^{er} trim.) ..		5.000
Total des dépenses		5.747,40
En caisse au 30-4-80		7.389,48
		13.136,88

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Ben Milad (Tunis), 120 ; J. Bénistant (72), 120 ; Meyssonier (22), 200 ; V. Bobillier (Suisse), 291,97 ; Chevance (22), 120 ; J. Meyssonier (60), 120 ; Andrieu (92), 150 ; Schanz (93), 200 ; Farvacque (59), 150 ; R. Calvel (75013), 120 ; Trial (30), 150 ; Vonan (75019), 150 ; Spinetta (75) 150.

SOUSCRIPTION

Buren (21), 400 ; Duperray (42), 20 ; Garcia (81), 50 ; Union des syndicalistes (75), 1.000 ; Humeau (71), 70 ; Clariana (80), 20 ; Malfatti (75020), 20 ; G. Navel (92), 150 ; Daniel (29), 50.

LES EDITIONS SYNDICALISTES

21, rue Jean-Robert - 75018 PARIS
21764-88 D PARIS

Pour les livres que nous éditons

Pour les ouvrages d'autres éditeurs

adresser les commandes à :

BP 97-75862 Paris Cédex 18
sans porter le n° de CCP

Crise... ou normalisation?

Au cours de notre réunion de mai, un de nos jeunes camarades a posé cette question : « On nous répète qu'il y a crise du capitalisme, mais je ne la vois pas quand je considère les bénéfices des grandes compagnies industrielles et financières. Cela ressemble plus à la prospérité qu'à ce qu'il était convenu d'appeler crise ».

Il est hors de doute que, s'il y a crise, celle-ci ne ressemble en rien aux crises dites « classiques » du capitalisme, celles qui ont marqué périodiquement le XIX^e siècle industriel, surtout celle de 1929-30 qu'on a appelé « la grande crise » parce qu'elle présentait, d'une manière amplifiée, les caractères des crises précédentes : effondrement boursier, baisse de la production, baisse des prix et des salaires, marasme économique, chômage.

Seul ce dernier effet se retrouve aujourd'hui dans ce qu'on appelle « la crise ». Nous ne résistons pas à l'envie de reproduire ici le premier paragraphe d'un article du « Monde » du 9 mai dernier, sous le titre : « *Un brillant exercice 1979 pour les entreprises* » :

« *Au fur et à mesure que les sociétés françaises annoncent leurs résultats, on s'aperçoit que l'exercice 1979 aura été très brillant dans la plupart des cas. La progression a même été parfois spectaculaire : le bénéfice consolidé du groupe Pêchiney-Ugine-Kuhlmann a été multiplié par 5,5 (761 millions de francs contre 176 millions). Autre performance, celle de Rhône-Poulenc (+ 232 %) sans oublier les compagnies pétrolières, grandes bénéficiaires de la hausse du brut, l'an dernier : + 258 % pour la Française des pétroles et + 150 % pour Elf-Aquitaine.* » Ajoutons encore à cela la déclaration du P-DG de la grande firme des ciments Lafarge : « *Les perspectives de 1980 me paraissent prometteuses* (Le Monde, 23 mai) tandis que dans une note prévisionnelle, le CNPF écrit : « *On ne distingue encore aucune amorce significative du ralentissement de l'activité industrielle* » (Le Monde, 16 mai).

Alors, où est cette crise ? Le capitalisme la supporte allègrement. Seule la main-d'œuvre ouvrière la subit par la restriction de son pouvoir d'achat, la limitation du salaire social et surtout la croissance du chômage que toutes les prévisions annoncent comme devant se poursuivre encore, d'une manière « prometteuse », pour reprendre le langage satisfait de ces messieurs les capitalistes.

Il n'y a donc crise que pour le prolétariat et les classes laborieuses en général. Mais pour le capitalisme, n'y aurait-il pas au contraire « normalisation » ? Le « plein-emploi », chanté par toute une école d'économistes d'après-guerre ne serait-il qu'un état anormal du fonctionnement du système ? Notre regretté et savant ami Robert Louzon dont les vues originales ne sont pas près d'être oubliées par nos vieux lecteurs, « démontrait » que cette « armée industrielle de réserve » formée des sans-travail, était indispensable à la bonne marche du système capitaliste, qu'il y avait « crise » précisément quand elle n'existait plus.

Quoi qu'il en soit, pour le gouvernement, « la crise » n'est qu'un argument pour imposer sa politique de restriction du bien-être des travailleurs (et de leurs libertés, complément nécessaire de la première). Mais pour le gouvernement et le patronat, ça marche ! Le premier, bon commis du second, se déclare satisfait et s'honore des billets de satisfaction que lui délivre le second. Ça marche ; mais combien de temps encore ces messieurs pensent-ils que ça va continuer de marcher comme ça ?

La Sécurité sociale toujours en question

Ces mêmes gouvernants et ces mêmes patrons s'accommodent mal des prestations sociales qui ne sont qu'un salaire indirect. Ils en veulent surtout au vaste édifice de la Sécurité sociale qui est encore la pièce maîtresse de la défense économique des travailleurs quand ils sont malades ou vieux. Chaque année, on les entend crier contre le déficit de l'institution qu'ils gonflent à l'envie et qu'ils prétendent réduire par des mesures autoritaires frappant les salariés, soit comme cotisants, soit comme bénéficiaires de prestations sociales que, collectivement, ils ont payées.

Et puis, quand les comptes des années précédentes sont apurés, on constate que le déficit est beaucoup moins lourd qu'on l'affirmait, quand il ne se transforme pas en excédent, comme le prouvent les chiffres que nous donnons ci-dessous.

Nous les prenons dans la revue de la MGEN (Mutuelle Générale de l'Education Nationale), numéro d'avril-mai 1980. L'auteur de l'article dénonce, lui aussi, la mobilisation de grands moyens d'information pour accréditer dans le public l'idée d'un déficit permanent et insupportable de la Sécurité sociale. Or, les résultats financiers de l'année 1979 établissent que le régime général des salariés est *en excédent* de 5 milliards 637 millions. Le déficit de l'assurance-maladie n'apparaît que parce que le régime général se trouve indûment chargé de compenser les insuffisances de cotisations des autres régimes. « Ces charges, écrit le rédacteur, relèvent normalement de la solidarité de la nation tout entière et non du seul effort contributif des travailleurs salariés. » Ce n'est qu'en raison de ces charges qui s'élèvent à plus de 6 milliards en 1979, que le régime d'assurance-maladie des salariés est déficitaire de 289 millions, soit 0,17 % des dépenses.

Cette année donc, comme les précédentes, l'offensive gouvernementale et patronale contre la Sécurité sociale a été menée avec de grands moyens et les décisions suivantes : augmentation de 1 % de la cotisation salariale (ce 1 % doit, paraît-il, être supprimé au printemps prochain, précisément parce que les résultats réels ont contredit les noires prévisions des gouvernants) ; prélèvement de 2 % sur les retraites complémentaires, et institution d'un « ticket modérateur d'ordre public », c'est-à-dire interdiction aux mutuelles de rembourser complètement les frais de maladie des assurés ; donc atteinte à la liberté

